

NOTE DE RECHERCHE



Le mirage canadien et québécois de la France ? Les performances économiques et sociales de la France, du Canada et du Québec comparées

STÉPHANE PAQUIN et JEAN-PATRICK BRADY

Le mirage canadien et québécois de la France ?

Les performances économiques et sociales de la France, du Canada et du Québec comparées

STÉPHANE PAQUIN, PH. D.

Professeur titulaire à l'École nationale d'administration publique (ENAP)

Directeur du Groupe d'études sur les relations internationales du Québec (GERIQ)

Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée (CREPIC)

stephane.p@geriq.com

[@paquin_stephane](https://www.instagram.com/paquin_stephane)

<http://www.geriq.com>

JEAN-PATRICK BRADY

Chercheur à la Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée (CREPIC)

ISBN 978-2-89734-026-1 (PDF)

Dépôt légal Bibliothèque et Archives Canada, 2014

Table des matières

La démographie	7
L'activité économique.....	11
Le marché du travail.....	12
L'éducation.....	17
Le commerce extérieur.....	20
L'endettement public.....	23
Les inégalités des revenus.....	26
Conclusion	27
Bibliographie	31

Liste des figures

Figure 1 : Évolution de la démographie de 1985 à 2013 (en pourcentage)	7
Figure 2 : Pourcentage de la population par tranche d'âge en 2013	8
Figure 3 : Taux de fécondité de 1970 à 2010.....	10
Figure 4 : Taux de chômage depuis 1995.....	13
Figure 5 : Évolution du taux d'emploi depuis 1992.....	14
Figure 6: Évolution du taux d'emploi féminin depuis 1992	15
Figure 7: Évolution du taux d'emploi des 25-54 ans de 2000-2007-2013	16
Figure 8 : Diplômes d'études postsecondaires des personnes âgées entre 25 et 64 ans au Canada et en France en 2010	19
Figure 9 : Exportations sur le PIB depuis 1981	21
Figure 10 : Importations sur le PIB depuis 1981	22
Figure 11: Solde commercial depuis 1981 (% du PIB).....	23
Figure 12: Engagements financiers bruts des administrations publiques au Canada et en France depuis 1965 (% du PIB)	24

Liste des tableaux

Tableau 1 : Perspectives démographiques par tranche d'âge (2010-2030).....	9
Tableau 2 : Migration nette depuis 1983.....	11
Tableau 3 : PIB par habitant et croissance du PIB depuis 1981	12
Tableau 4 : Productivité et intensité du travail.....	17
Tableau 5 : Résultats des tests Pisa en lecture depuis 2000..	17
Tableau 6 : Résultats des tests Pisa en mathématiques depuis 2000	18
Tableau 7 : Résultats des tests Pisa en sciences depuis 2000	18
Tableau 8 : Rang des universités dans le monde selon le palmarès de l'Université Jiao Tang de Shanghai	20
Tableau 9 : Rang des universités dans le monde selon le palmarès du <i>Times Higher Education</i>	20
Tableau 10 : Solde des administrations publiques.....	25
Tableau 11 : Dette publique en 2009 (en % du PIB).....	26
Tableau 12 : Indice de Gini	27

Introduction

Il est coutume en France, depuis maintenant plusieurs années, de tenir un discours très négatif sur les performances économique et sociale du pays. Lors des dernières rencontres économiques d'Aix-en-Provence, le constat de plusieurs économistes était très pessimiste : la France s'exclut de la mondialisation, est rétive au changement, est sclérosée et crispée sur son modèle social et éducatif. En 2003, Nicolas Bavarez dressait également un « constat clinique du déclin français » dans *La France qui tombe*. Les maux de la France ne manquent pas : problème de croissance, taux de chômage élevé, prédominance du travail précaire, fiscalité élevée, pays paralysé par les grèves, sans parler de l'inaptitude des divers gouvernements de droite comme de gauche à réformer le pays. Dans un autre livre récent, trois économistes de renom, Philippe Aghion, Gilberte Cette et Élie Cohen¹, ont invité les Français à « changer de modèle » et à s'inspirer pour ce faire des pays scandinaves, mais également, pour relancer la croissance, des pays anglo-saxons et notamment du Canada. Pour ces auteurs, les compressions dans la fonction publique (fédérale) et les politiques de maîtrise des finances publiques du gouvernement libéral de Jean Chrétien sont des exemples à suivre.

La critique est également sévère provenant des Etats-Unis. Récemment, Richard Fisher, président de la Réserve fédérale américaine de Dallas, déclarait que la France fait partie des pays européens « aux abois » et « extrêmement faible »². Selon l'ancien économiste en chef du FMI, Kenneth Rogoff de l'Université Harvard – celui-là même qui a commis la plus importante erreur de calcul de l'histoire récente –, est

¹ Philippe Aghion, Gilberte Cette et Élie Cohen, *Changer de modèle*, Paris, Odile Jacob, 2014, 269 p.

² AFP, « Un membre de la FED juge sévèrement la France et l'Europe », *Le Devoir*, 20 et 21 septembre 2014, p. C3.

même allé jusqu'à soutenir qu'en matière de réformes la France en est à l'étape de « Ground Zero ».

Tous ne partagent pas ce constat. Pour l'économiste nobélisé Paul Krugman, ces analyses sont plutôt du registre de l'« Eurotrashing » qui consisterait à soutenir que les hauts taux de chômage et la croissance faible sont attribuables aux politiques sociales excessives. Krugman soutient plutôt que la France est une « malade imaginaire ». Dans son blogue intitulé « Cheese-eating Job Creators », il avance qu'il est juste que les Français partent plus tôt à la retraite et que les jeunes travaillent moins que les Américains, mais, dit-il, cela s'explique par le fait que les retraites sont suffisantes et que les jeunes ne doivent pas travailler pendant qu'ils vont à l'université, ce qui est fondamentalement une bonne chose. Lorsqu'on compare le taux d'emploi des 25-54 ans, les travailleurs dans la force de l'âge, entre la France et les États-Unis, le taux d'emploi français est bien supérieur que le taux américain. Vous avez bien lu, si vous avez entre 25 et 54 ans, vous avez plus de chances d'avoir un emploi en France qu'aux États-Unis³ ! Et l'écart est important. Krugman ne compare cependant pas la France avec le Canada et le Québec.

Au-delà des analyses superficielles, comment se comparent *dans les faits* la situation de la France et celle du Canada et du Québec ? Si la majorité des auteurs présentés plus haut ont raison, on serait en droit de s'attendre à ce que le contraste soit saisissant et important. Si le Canada est un modèle à imiter, on pourrait s'attendre à des performances qui sont globalement largement supérieures pour le Canada. Si c'est Paul Krugman qui a raison et que la France est une *malade imaginaire*, on devrait s'attendre à ce que le contraste ne soit pas si important.

³ Voir : <http://krugman.blogs.nytimes.com/2014/05/21/cheese-eating-job-creators/>.

Nous avons ajouté le Québec à la comparaison, car ce dernier n'est pas un producteur de pétrole, ce qui se répercute sur les diverses catégories d'analyses. Si la croissance économique globale du Canada est relativement bonne, et que la situation des finances publiques au palier fédéral est meilleure qu'au milieu des années 1990, il est important de souligner la très importante asymétrie entre les provinces de l'Ouest et celles de l'Est. La situation dans l'Ouest est globalement bien meilleure. Le revenu familial médian avant impôt est de 68 000 \$ au Québec contre 93 000 \$ en Alberta par exemple. La moyenne canadienne est de 76 000 \$⁴. Plusieurs provinces des Maritimes, mais également les deux plus importantes provinces, l'Ontario et le Québec, connaissent d'importants problèmes de croissance et de finances publiques, alors que le centre de gravité économique se déplace progressivement vers l'Ouest. Si la bonne performance du Canada repose essentiellement sur les ressources naturelles, on voit mal comment ce pays pourrait être un modèle pour la France.

Afin de comparer la France, le Québec et le Canada, nous procédons par la méthode d'étalonnage sur plusieurs indicateurs économiques sociaux, plusieurs années et en fonction de la disponibilité des chiffres. Les indicateurs portent sur la démographie, la croissance économique et l'emploi, les soldes commerciaux, la productivité, les finances publiques, l'éducation et les inégalités de revenus.

⁴ Voir : <http://affaires.lapresse.ca/economie/macro-economie/201309/11/01-4688168-le-revenu-des-quebecois-inferieur-a-la-moyenne-canadienne.php>.

La démographie

L'évolution de la démographie (graphique 1) depuis le milieu des années 1980 est somme toute assez différente entre les trois endroits analysés. De 1985 à 2013, c'est au Canada que la population a le plus augmenté (36 %). Le Québec suit avec 22 %, puis la France avec 16 %. C'est principalement entre 1985 et 1990 que la croissance démographique a été la plus importante au Canada (7 %) et au Québec (5 %), alors qu'en France, c'est dans la première partie des années 2000 (4 %).

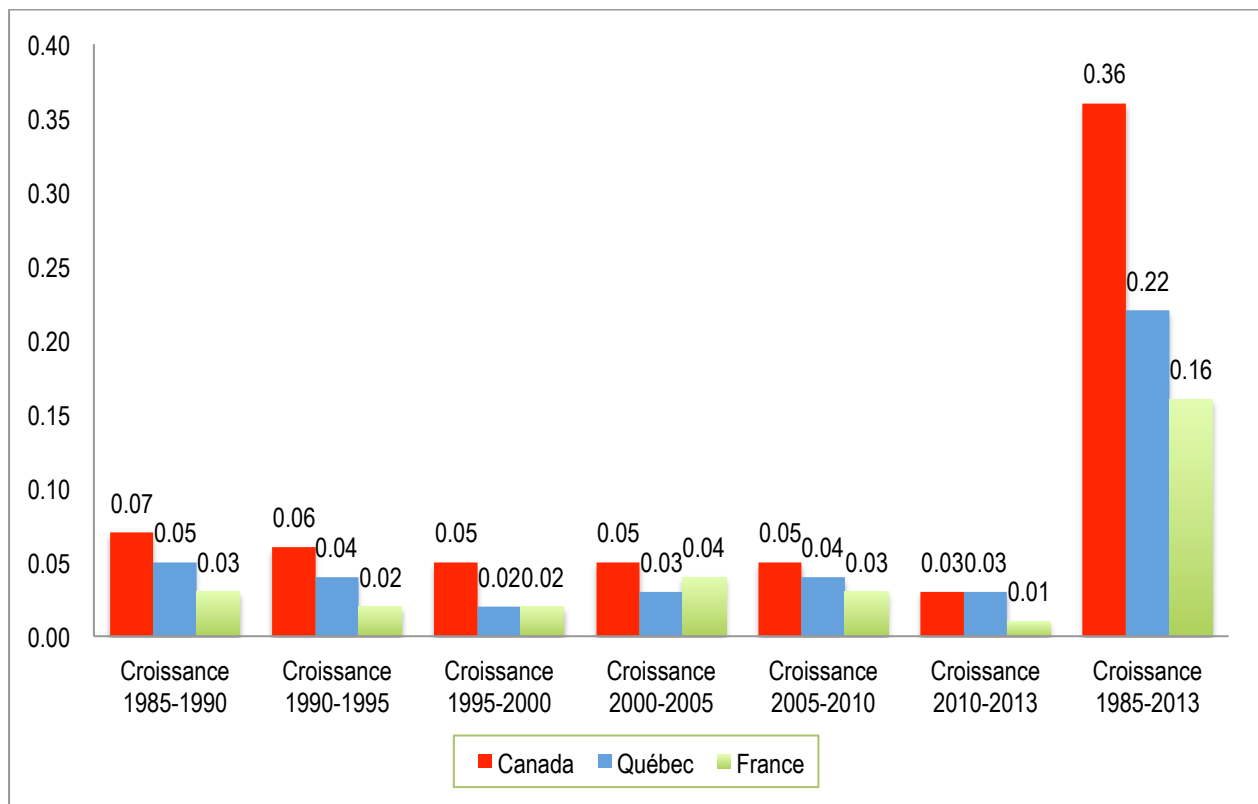


Figure 1 : Évolution de la démographie de 1985 à 2013 (en pourcentage)

Source pour le Canada : Statistique Canada, *Cansim 051-0001*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2014 [<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26>].

Source pour la France : Institut national de la statistique et des études économiques, *Évolution de la population*, Paris, 2014 [http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATnon02145].

Source pour le Québec : Institut de la statistique du Québec, *Bilan démographique du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, 2013, p. 22.

En analysant la population selon les tranches d'âge (graphique 2), nous pouvons constater des différences intéressantes entre le Canada, la France et le Québec. Tout d'abord, en ce qui concerne les 0-14 ans, le Québec a un pourcentage plus faible (15,4 %) que le Canada (18,9 %). La dynamique est semblable pour la tranche des 15 à 19 ans. La situation change quelque peu pour les 20-44 ans. Le Canada a le pourcentage le plus élevé (37,8 %) contre 31,4 % pour la France et 33,3 % pour le Québec. Par contre, c'est au Canada que la tranche d'âge 45-64 ans est la moins représentée (23,3 %) contre 26,2 % pour la France et 29 % pour le Québec. L'ordre reste le même pour les 65-74 ans. Finalement, la partie de la population canadienne ayant 75 ans et plus est de 6 % contre 9,1 % pour la France et 7,2 % pour le Québec.

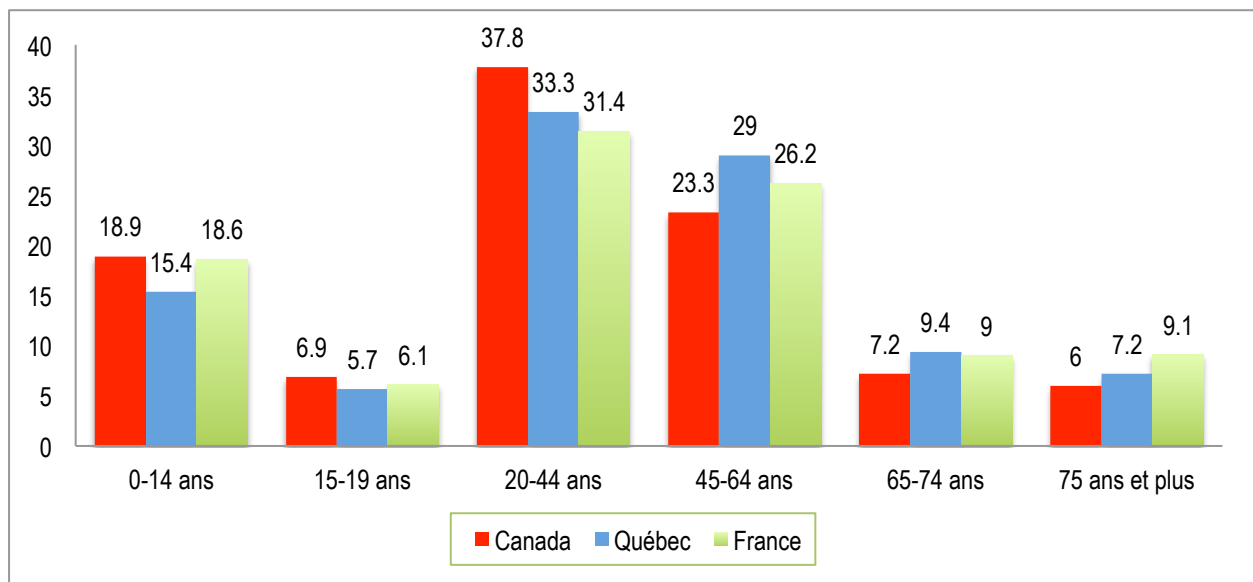


Figure 2 : Pourcentage de la population par tranche d'âge en 2013

Source pour le Canada : Perspectives Monde, *Pyramide des âges*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2014 [<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPPagePyramide?codePays=CAN>].

Source pour la France : Institut national de la statistique et des études économiques, *Population totale par sexe et âge au 1^{er} janvier 2014, France hors Mayotte*, Paris, 2014 [http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=bilan-demo®_id=0&page=donnees-detaillees/bilan-demo/pop_age2b.htm].

Source pour le Québec : Godbout, Luc, Paquin, Stéphane, Brady, Jean-Patrick, et Pier-Luc Lévesque, *Indicateurs économiques et sociaux : la performance au Québec et dans les pays scandinaves*, Montréal, Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée, 2013, p. 10.

Si nous regardons les perspectives démographiques selon les tranches d'âge en 2010 et les projections en 2030, la situation est semblable entre le Québec et le Canada. La France sera aussi touchée par un vieillissement de sa population selon les données que nous avons, mais à un moindre niveau. Alors qu'en 2030, la population âgée de 65 ans et plus sera de 24,85 % au Canada et de 25,3 % au Québec, celle de la France sera de 22,89 %, et la population âgée de moins de 15 ans sera aussi plus élevée dans ce pays qu'au Canada et au Québec.

	Canada	Québec	France
2010			
moins de 15 ans	15,88 %	16,80 %	18,57 %
15 à 64 ans	68,62 %	69 %	64,93 %
65 ans et plus	15,50 %	15,30 %	16,50 %
2030			
moins de 15 ans	15,09 %	15 %	16,6 2%
15 à 64 ans	60,06 %	59,70 %	60,49 %
65 ans et plus	24,85 %	25,30 %	22,89 %

Source pour le Canada : Perspectives Monde, *Pyramide des âges*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, 2014 [<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPagePyramide?codePays=CAN>].

Source pour la France : Institut national de la statistique et des études économiques, *Population totale par sexe et âge au 1^{er} janvier 2014, France hors Mayotte*, Paris, 2014 [http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=bilan-demo®_id=0&page=donnees-detaillees/bilan-demo/pop_age2b.htm].

Source pour le Québec : Godbout, Luc, Paquin, Stéphane, Brady, Jean-Patrick, et Pier-Luc Lévesque, *Indicateurs économiques et sociaux : la performance au Québec et dans les pays scandinaves*, Montréal, Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée, 2013, p. 10.

Le graphique 3 nous apprend qu'à partir de 1970, chacun des endroits analysés a vu son taux de fécondité diminuer. Alors qu'il était de 2,33 au Canada en 1970, il était passé à 1,67 en 2010 (1,49 à son plus bas niveau en 2000). En France, ce taux était de 2,48 en 1970, alors qu'il était de 1,99 en 2010, ce qui fait tout de même de ce lieu, parmi les trois analysés, celui où le taux de fécondité était le plus élevé (1,78 à son plus bas niveau en 1990). En ce qui concerne le Québec, le taux était de 2,09 en 1970 alors qu'en 2010, il était rendu à 1,7 (1,45 à son plus bas niveau en 2000).

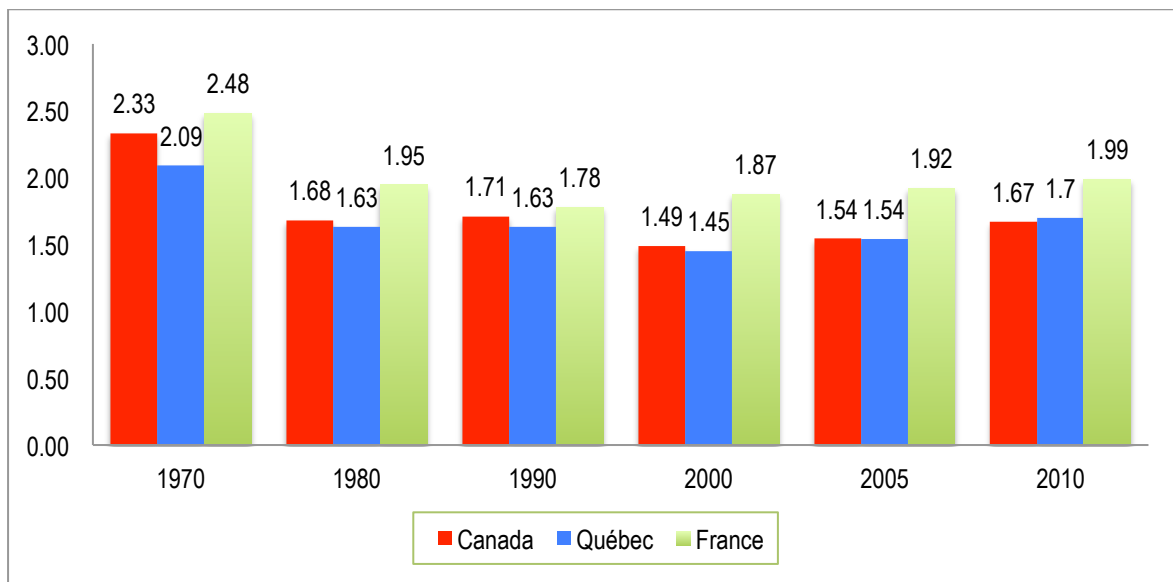


Figure 3 : Taux de fécondité de 1970 à 2010

Source pour le Canada et la France : Organisation de coopération et de développement économiques, *Taux de fécondité*, Paris, 2014 [<http://www.oecd-ilibrary.org/signinredirect?fmt=ahah&docserverurl=http%3A%2F%2Fwww.oecd-ilibrary.org%2Fdocserver%2Fdownload%2F302012022x1t004.xls%3Fexpires%3D1405470357%26id%3Did%26acname%3Dguest%26checksum%3D119D9F6253C7006CA85E508082BB65AC>].

Source pour le Québec : Institut de la statistique du Québec, *Taux de fécondité*, Québec, Gouvernement du Québec, 2014 [<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/naissance-fecondite/402.htm>].

La migration nette ⁵ (tableau 2) nous montre des situations très différentes d'un endroit à l'autre. Le Canada, qui a une population moins importante que celle de la France, a une migration nette très souvent plus élevée. Seule la période allant de 1998 à 2002 échappe à cette règle. Du côté québécois, la migration nette était un peu plus faible qu'à l'habitude durant la période allant de 1993 à 2002. Par la suite, elle a augmenté assez fortement⁶. Pour la période allant de 2008 à 2012, la migration nette au Québec a été de 94 683 personnes, contre 649 998 pour la France et 1 099 999 pour le Canada.

	1983-1987	1988-1992	1993-1997	1998-2002	2003-2007	2008-2012	Total
Canada	875 013	698 764	761 611	1 028 825	1 251 505	1 099 999	5 715 717
Québec⁷	n/a	128 687	50 621	73 520	152 998	194 683	600 509
France	289 932	138 299	187 847	1 078 363	518 470	649 998	2 862 909

Source pour le Canada et la France : Banque mondiale, *Migration nette*, Washington, 2014
[\[http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SM.POP.NETM\]](http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SM.POP.NETM).

Source pour le Québec : Institut de la statistique du Québec, *Bilan démographique du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, 2013, p. 76.

L'activité économique

Le tableau 3 nous montre le PIB par habitant (en dollars américains PPA) pour les trois endroits étudiés, ainsi que sa croissance depuis 1981. En 2013, le Canada se situe au sommet (43 306), suivi par la France (37 134) et le Québec (36 216). Nous avons ensuite observé la croissance du PIB par

⁵ Il s'agit du nombre total d'immigrants moins le nombre total d'émigrants.

⁶ Pour le Québec, la dernière période analysée est 2008 à 2011

⁷ Les statistiques sur le Québec comprennent la migration avec les autres provinces.

décennie depuis 1981⁸. Globalement, entre 1981 et 2011, le PIB canadien a augmenté en moyenne annuellement de 1,38 % contre 1,29 % pour la France et 1,3 % pour le Québec. Au Canada (2,28 %) et au Québec (2,31 %), c'est durant les années 1990 que la moyenne annuelle a été la plus élevée. En France (1,84 %), la hausse la plus importante a eu lieu durant les années 1980. Entre 1991 et 2011, c'est au Québec que la croissance économique a été la plus forte. Durant les années 2000, la croissance a été la plus faible pour chacun des trois lieux analysés, étant donné l'ampleur de la crise économique de 2008.

Tableau 3 : PIB par habitant et croissance du PIB depuis 1981

	PIB par habitant 2013 (en \$US PPA)	Croissance annuelle moyenne 1981-1991 (en %)	Croissance annuelle moyenne 1991-2001 (en %)	Croissance annuelle moyenne 2001-2011 (en %)	Croissance annuelle moyenne 1981-2011 (en %)
Canada	43 306	1 %	2,28 %	0,86 %	1,38 %
Québec	36 216	0,68 %	2,31 %	0,90 %	1,30 %
France	37 134	1,84 %	1,58 %	0,46 %	1,29 %

Source pour le PIB par habitant : Institut de la statistique du Québec, *Le Québec est 27^e au monde quant à son produit intérieur brut par habitant* [<http://www.stat.gouv.qc.ca/salle-presse/communique/communique-presse-2014/mai/mai1422.html>].

Source pour les autres données : Centre sur la productivité et la prospérité, *Bilan 2013*, Montréal, Hautes Études commerciales, 92 p. [http://cpp.hec.ca/cms/assets/documents/recherches_publiees/PP_2013_01_BILAN.pdf].

Le marché du travail

En regardant de plus près le taux de chômage depuis 1995, nous constatons que celui du Canada et du Québec a diminué, passant respectivement de 9,5 % à 7,1 % et de 13,2 % à 7,6 %. En France, il était de 10,5% en 1995 et de 10,3% en 2013. Les trois endroits analysés ont vu leur taux

⁸ Voir : <http://www.stat.gouv.qc.ca/salle-presse/communique/communique-presse-2014/mai/mai1422.html>.

baisser jusqu'à la crise de 2008 pour ensuite augmenter brusquement en un an. Par la suite, le taux du Canada et du Québec a rebaisé alors que celui de la France s'est stabilisé avant d'augmenter de nouveau en 2012 et en 2013.

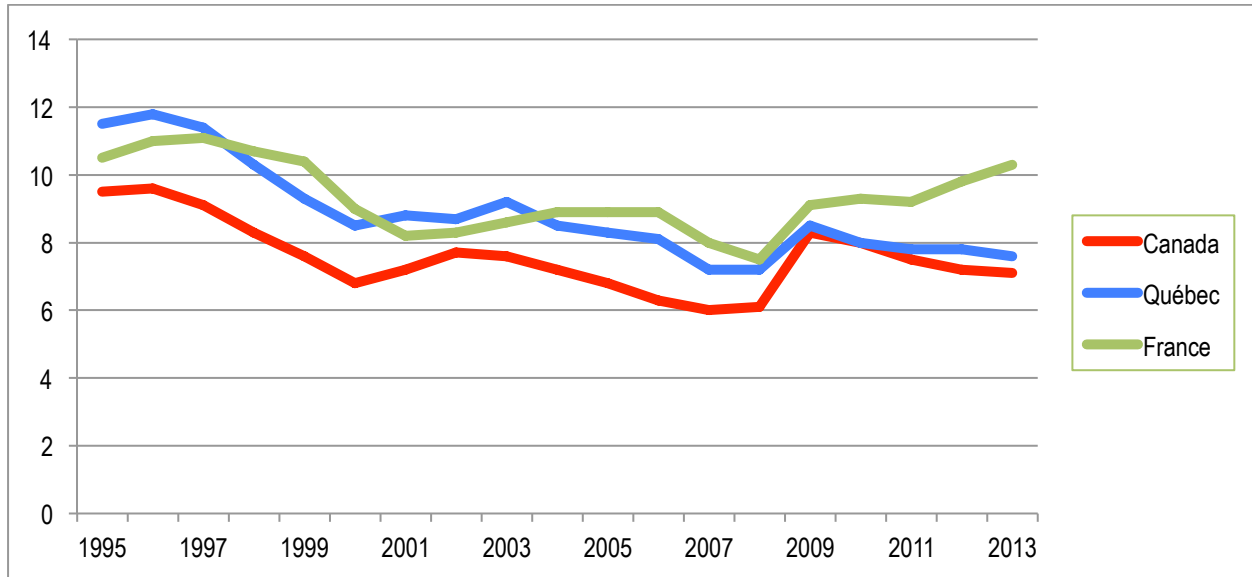


Figure 4 : Taux de chômage depuis 1995

Source pour le Canada et la France : Organisation de coopération et de développement économiques, *Taux de chômage*, Paris, 2014 [<http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr>].

Source pour le Québec : Institut de la statistique du Québec, *Statistiques sur la main-d'œuvre*, Québec, Gouvernement du Québec, 6 p. [<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comparaisons-economiques/interprovinciales/chap6.pdf>].

L'évolution du taux d'emploi depuis 1992 nous procure des statistiques intéressantes. Premièrement, dans le cas français, le taux était de 59,9 % en 1992 et de 63,8 % en 2010. Du côté canadien, il a augmenté, passant de 66,8 % à 71,5 %. Pour le Québec, la situation s'est améliorée, puisque le taux est monté de 62,2 % en 1992 à 71,1 % en 2010.

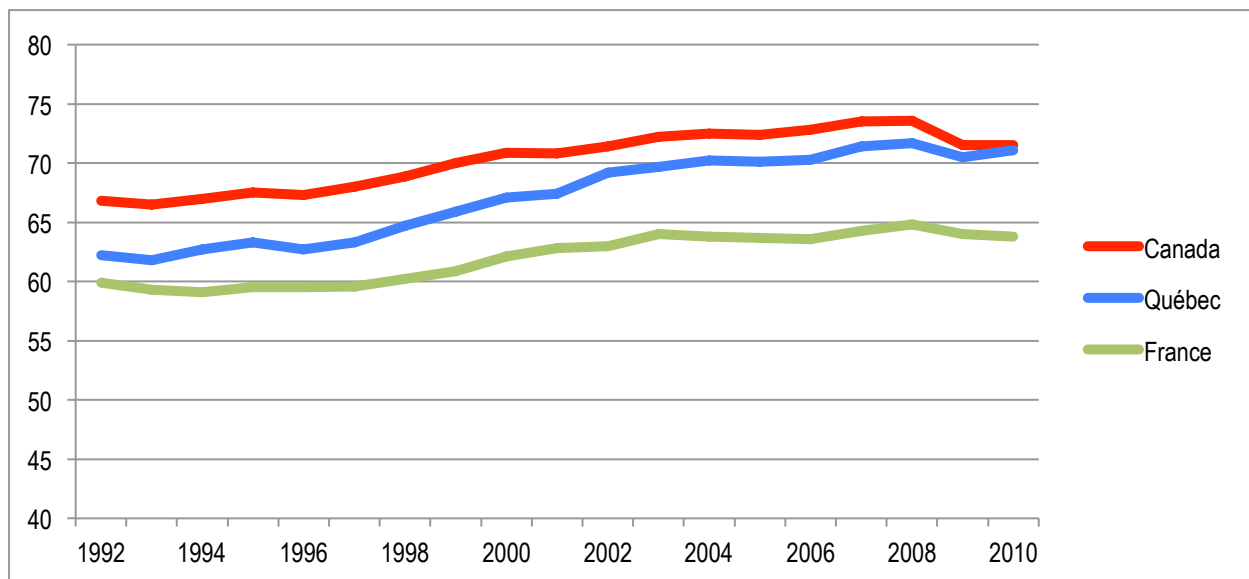


Figure 5 : Évolution du taux d'emploi depuis 1992

Source pour la France : Eurostat, *Indicateurs structurels*, 2014, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/structural_indicators/indicators/employment].

Source pour le Canada et le Québec : Statistique Canada, *Taux d'emploi*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2014 [<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a47>].

En ce qui concerne le taux d'emploi féminin depuis 1992, les trois endroits étudiés ont vu leur situation s'améliorer. Pour le Canada, le taux est passé de 61 % à 68,8 %. En ce qui concerne le Québec, il était de 55,3 % en 1992 et de 68,9 % en 2010, ce qui lui vaut la première position. Pour la France, le taux est monté de 51,4 % à 59,7 % en 2010.

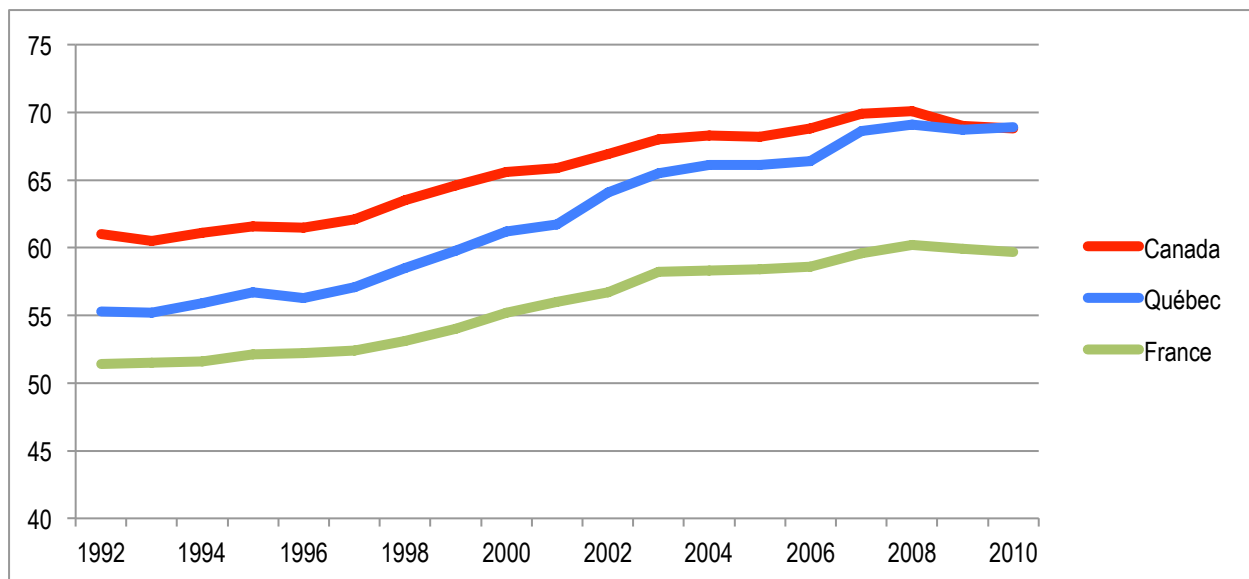


Figure 6: Évolution du taux d'emploi féminin depuis 1992

Source pour la France : Eurostat, *Indicateurs structurels*, 2014, [http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/structural_indicators/indicators/employment]

Source pour le Canada et le Québec : Statistique Canada, *Taux d'emploi*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2014 [<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a47>].

Le taux d'emploi chez les 25-54 ans depuis l'année 2000 est une autre donnée intéressante. Pour ce seul cas, nous avons inclus les États-Unis pour montrer un changement de situation important dans différents modèles nationaux. Tout d'abord, en 2000, les États-Unis avaient le taux le plus élevé pour cette tranche d'âge (81,5 %), suivi par le Canada (79,9 %), la France (78,4 %) et finalement le Québec (77,1 %). La situation a grandement évolué en 2013. Le Québec est maintenant en première position (81,7 %), suivi par le Canada (81,4 %), la France (80,7%) et les États-Unis (75,9 %). Déjà en 2007, la situation était en train de changer. À ce moment, les États-Unis étaient en dernière position et le Canada, le Québec et la France avaient une situation semblable, c'est-à-dire que le taux avait augmenté.

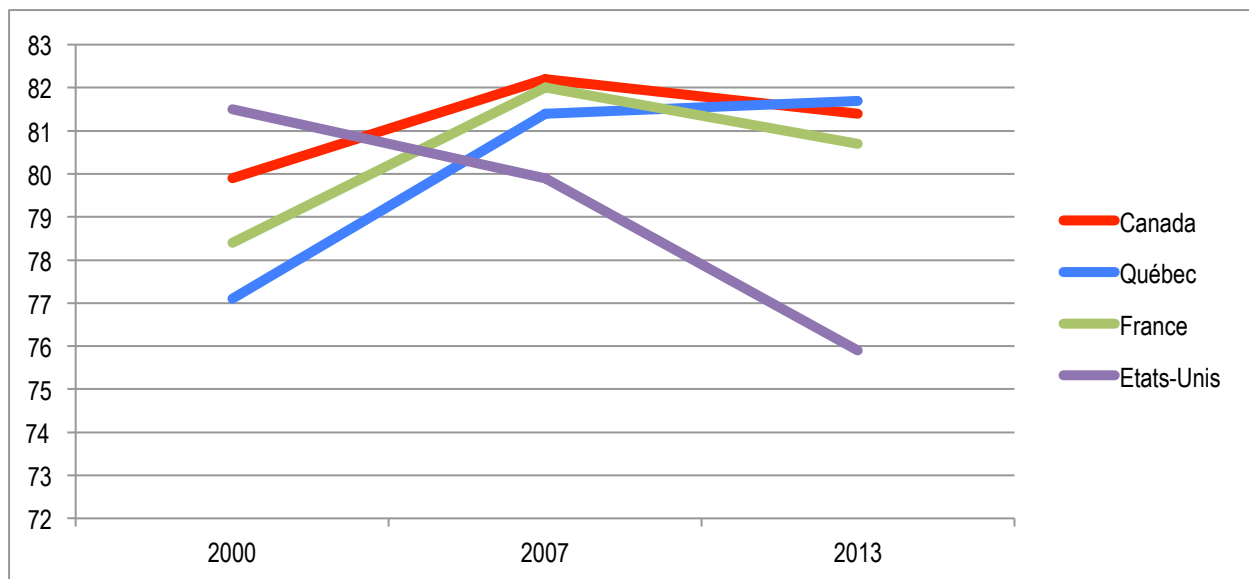


Figure 7: Évolution du taux d'emploi des 25-54 ans de 2000-2007-2013

Source pour le Québec : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, Cansim 282-0002, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2014 [<http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a47>].

Source pour le Canada, la France et les États-Unis : Organisation de coopération et de développement économiques, *Unemployment Outlook*, Paris, 2014 [http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oecd/employment/oecd-employment-outlook-2014_empl_outlook-2014-en#page267].

Productivité

Le tableau 4 nous renseigne sur deux indicateurs importants concernant l'économie et le marché du travail en 2012. Tout d'abord, pour ce qui est de la productivité du travail⁹, les données recueillies par le Centre sur la productivité et la prospérité des HEC démontrent que la France obtient une productivité de 72,97, ce qui surpasse considérablement le Canada avec 59,56 et le Québec qui suit avec 54,95. L'indicateur nommé « intensité du travail¹⁰ » par ce centre de recherche donne des résultats différents. Le Canada arrive premier avec 1711 d'heures travaillées par emplois contre 1646 pour le Québec et 1479 pour la France.

⁹ La productivité du travail est calculée comme le PIB divisé par le nombre d'heures travaillées.

¹⁰ Il s'agit ici du nombre d'heures totales travaillées sur le nombre total d'emplois.

Tableau 4 : Productivité et intensité du travail		
	Productivité du travail (PIB/nombre d'heures travaillées : dollars canadiens de 2012)	Intensité du travail (nombre d'heures travaillées/nombre d'emplois)
Canada	59,56	1711
Québec	54,95	1646
France	72,97	1479

Source : Centre sur la productivité et la prospérité, *Bilan 2013*, Montréal, Hautes Études commerciales, p.15 [http://cpp.hec.ca/cms/assets/documents/recherches_publicees/PP_2013_01_BILAN.pdf].

L'éducation

L'analyse des tests Pisa depuis 2000¹¹ indique que, peu importe le domaine d'enseignement, le Canada et le Québec ont une longueur d'avance sur la France. En ce qui concerne les tests pour la lecture, les derniers résultats démontrent toutefois que la France s'est améliorée comparativement aux épreuves précédentes, contrairement au Canada et au Québec qui ont vu leur rang baisser.

Tableau 5 : Résultats des tests Pisa en lecture depuis 2000					
	2000	2003	2006	2009	2012
Canada¹²	2	3	4	6	9
Québec	2	4	5	6	10
France	14	17	23	23	21

Source : Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*, Toronto, 2013, 92 p. (http://cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/318/PISA2012_CanadianReport_FR_Web.pdf).

Dans le domaine des mathématiques, la situation est semblable pour chacun des endroits analysés. Le Canada était

¹¹ Il est important de souligner que le nombre de pays participant aux tests Pisa a augmenté au fil du temps. Cela amène donc des nuances quant à la baisse des positions des différents pays. En 2000, il y a eu 32 pays ; en 2003, 41 pays ; en 2006, 57 pays ; en 2009, 65 pays ; et en 2012, 75 pays.

¹² Les résultats du Canada proviennent de l'ensemble des résultats de tous les étudiants testés.

en 6^e position en 2000, alors qu'en 2012, il était rendu en 13^e. Le Québec était au début en 2^e position, mais est maintenant en 8^e. Pour sa part, la France est passée de la 10^e position en 2000 à la 25^e en 2012.

	2000	2003	2006	2009	2012
Canada	6	7	7	10	13
Québec	2	6	5	5	8
France	10	16	23	23	25

Source : Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*, Toronto, 2013, 92 p. [http://cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/318/PISA2012_CanadianReport_FR_Web.pdf].

Pour les sciences, la situation est la même qu'en lecture. Le Québec et le Canada ont vu leur rang baisser entre 2009 et 2012 alors que la France a vu le sien grimper d'un échelon. Dans ce dernier cas, le rang se stabilise alors que le Québec est passé du 3^e rang en 2000 au 19^e lors des derniers examens.

	2000	2003	2006	2009	2012
Canada	5	11	3	8	10
Québec	3	11	6	10	19
France	12	13	25	27	26

Source : Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*, Toronto, 2013, 92 p. [http://cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/318/PISA2012_CanadianReport_FR_Web.pdf].

En ce qui concerne la diplomation postsecondaire, la différence est marquante entre le Canada et la France quant aux données pour l'année 2010. Le taux de diplomation pour la population âgée de 25 à 64 ans au Canada est de 51 %, alors que, pour la France, il est de 29 %.

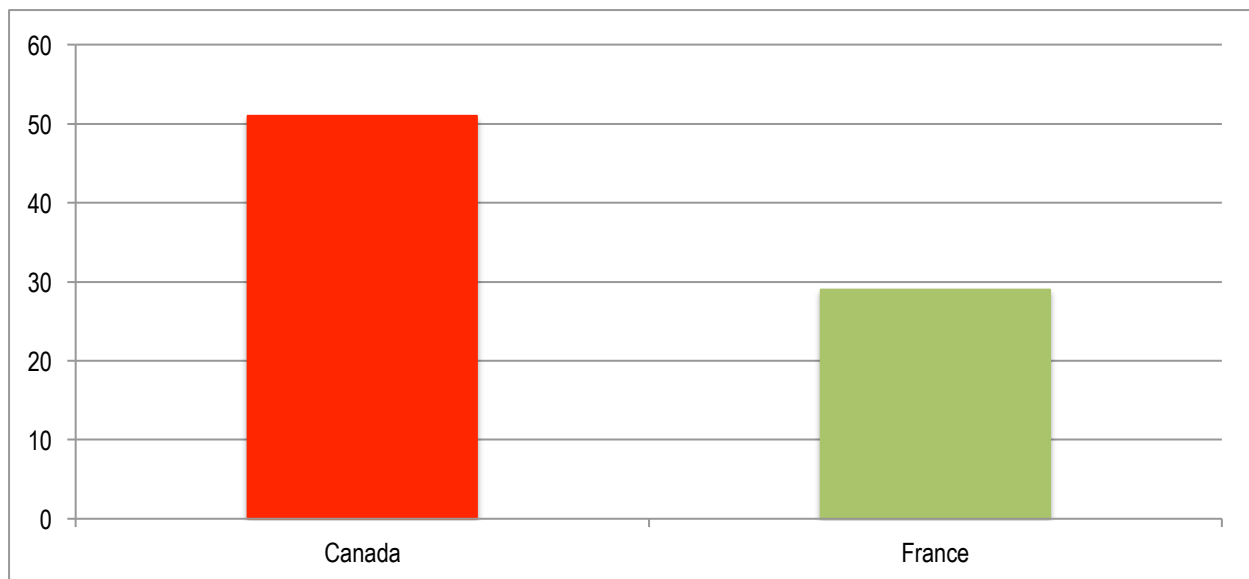


Figure 8 : Diplômes d'études postsecondaires des personnes âgées entre 25 et 64 ans au Canada et en France en 2010¹³

Le rang des universités dans le monde selon le palmarès de l'Université Jiao Tong de Shanghai est un indicateur permettant de comparer, malgré ses faiblesses évidentes, les universités des endroits analysés. Dans ces derniers, aucune université ne fait partie du top 20. Par contre, la France a quatre universités dans le top 100 contre une pour le Québec. Le Canada en a quatre également en incluant celle du Québec. Au total, si nous faisons un ratio du nombre d'universités par rapport au total de la population, le Québec se classe premier suivi par le Canada et la France.

¹³ Pour le Québec, le taux, en 2012, pour les personnes âgées de 15 ans et plus, était de 35,8 % pour les personnes ayant un diplôme professionnel ou collégial et de 20,8 % pour ceux qui possédaient un diplôme universitaire.

	Top 20	Top 100	Top 200	Top 500	Population en million (2013)	T-500 ratio/population
Canada (incluant le Québec)	0	4	7	23	35,2	0,65
Canada (excluant le Québec)	0	3	5	17	27	0,63
Québec	0	1	1	6	8,2	0,73
France	0	4	8	20	65,8	0,30

Source : Université Jiao Tong de Shanghai, *Palmarès des universités du monde 2013*, Shanghai, 2014[<http://www.shanghairanking.com/>].

Le même indicateur mais avec un palmarès différent (tableau 10) nous permet de voir un changement de situation entre le Canada et le Québec. Le Canada a un ratio plus élevé, que ce soit en incluant le Québec ou en l'excluant. La France reste à la même position dans ce cas-ci.

	Top 20	Top 100	Top 200	Top 400	Population en million (2010)	T-400 ratio/population
Canada (incluant le Québec)	1	4	7	19	35,2	0,54
Canada (excluant le Québec)	1	3	5	16	27	0,59
Québec	0	1	2	3	8,2	0,37
France	0	3	8	11	63,9	0,17

Source : Times Higher Education, *World University Ranking*, 2014 [https://www.google.ca/?gfe_rd=cr&ei=9U7NU-EM8yD8QeEvoG4Dg&gws_rd=ssl#q=times+higher+education+world+university+rankings+2014].

Le commerce extérieur

Pour analyser le commerce extérieur, nous avons pris en considération les exportations, les importations et le solde commercial en pourcentage du PIB (figures 9, 10 et 11). La

première conclusion que nous pouvons tirer quant aux exportations et aux importations est que le Québec représente une économie fortement mondialisée. Des trois lieux analysés, il s'agit de l'endroit où les exportations et les importations sont les plus élevées, et de loin. Les courbes montrent que le Canada est en deuxième place dans ce domaine. Dans les deux cas, la tendance est toutefois à la baisse depuis le début des années 2000.

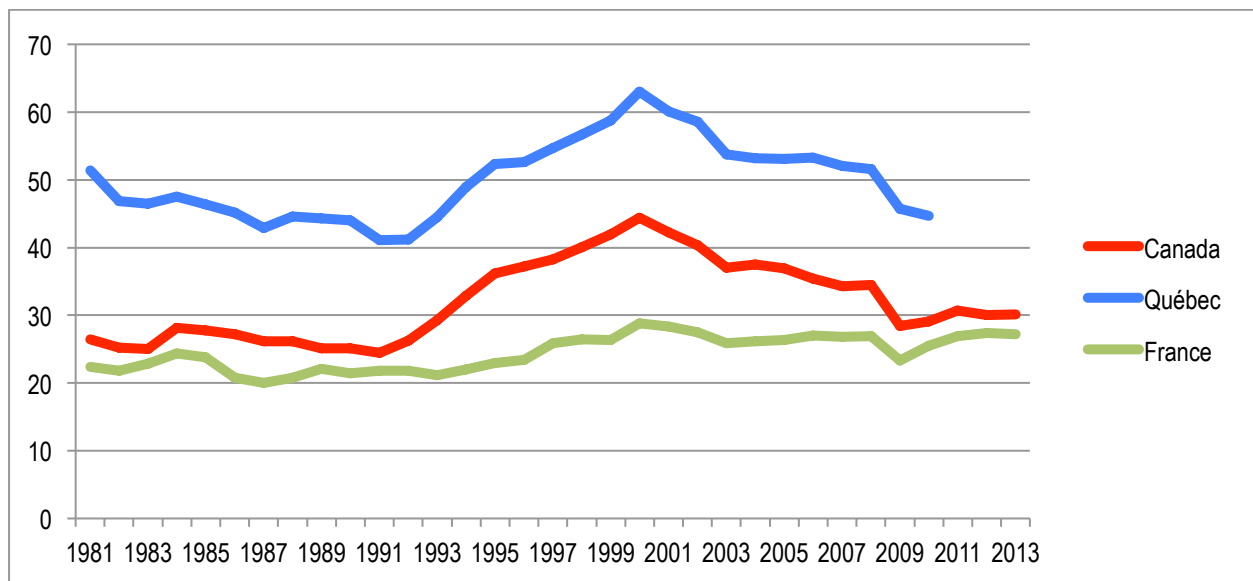


Figure 9 : Exportations sur le PIB depuis 1981

Source pour le Canada et la France : World Data Bank, *Exportations*, Washington [http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.EXP.GNFS.ZS].

Source pour le Québec : Statistique Canada, *Données sur les exportations et les importations*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2014 [http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a05].

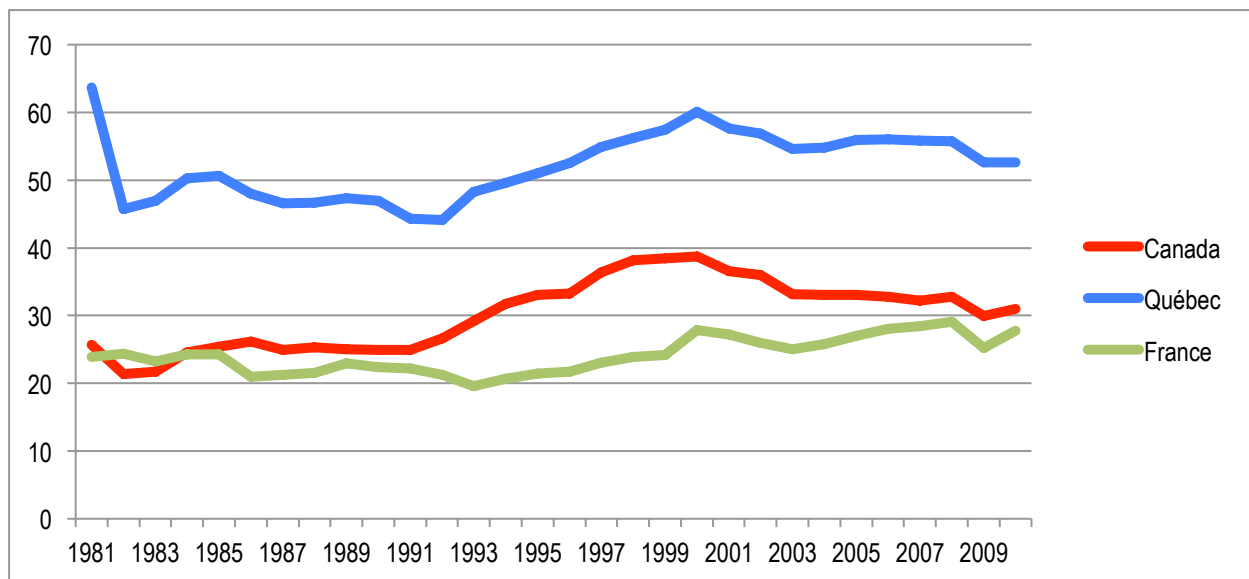


Figure 10 : Importations sur le PIB depuis 1981

Source pour le Canada et la France : World Data Bank, *Exportations*, Washington [http://data.worldbank.org/indicator/NE.IMP.GNFS.ZS].

Source pour le Québec : Statistique Canada, *Données sur les exportations et les importations*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2014 [http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a05].

Le solde commercial a été problématique pour le Québec durant plusieurs années depuis 1981, surtout au début des années 1980 et au tournant des années 2000. En dehors de ces périodes, il reste néanmoins que le Québec est fréquemment en dernière position face au Canada, qui a souvent le solde commercial le plus élevé, et à la France. Les trois endroits ont vu leur balance diminuer depuis le début des années 2000.

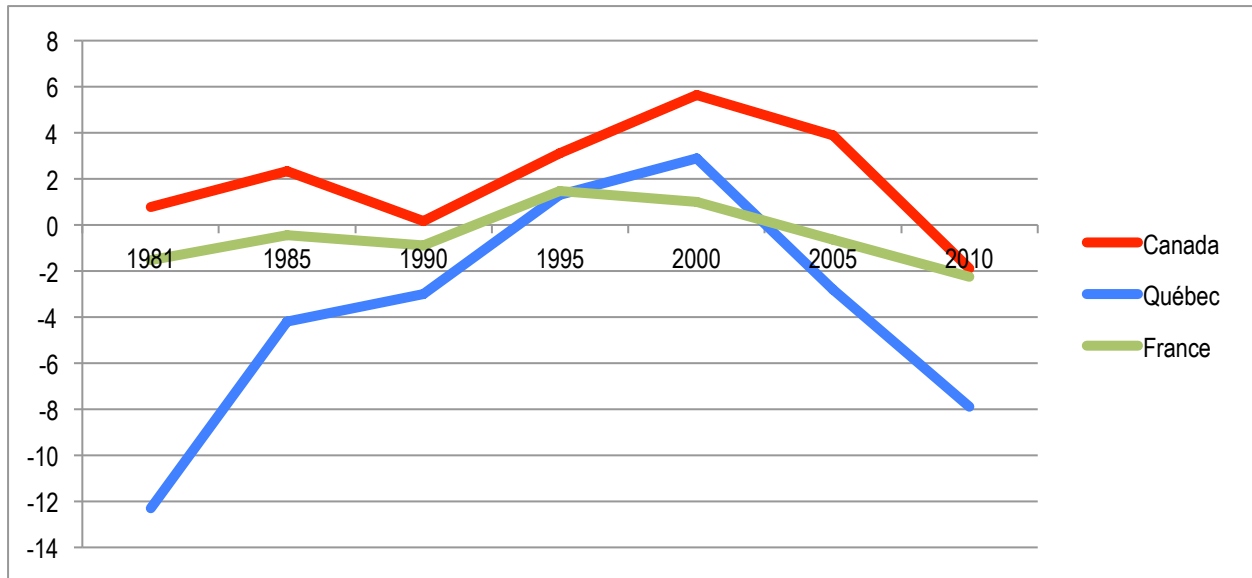


Figure 11: Solde commercial depuis 1981 (% du PIB)

Source pour le Canada et la France : World Data Bank, *Exportations*, Washington [http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NE.EXP.GNFS.ZS et http://data.worldbank.org/indicateur/NE.IMP.GNFS.ZS].

Source pour le Québec : Statistique Canada, *Données sur les exportations et les importations*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2014 [http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a05].

L'endettement public

Les engagements financiers bruts des administrations publiques canadienne et française depuis 1990 sont un indicateur qui montre des variations différentes entre les deux modèles. Dans le cas du Canada, les engagements ont moins fluctué en 20 ans. En 1990, ils constituaient 75,2 % du PIB et, en 2010, ils montaient à 84,2 %. Le sommet a été atteint en 1996 avec 101,7 %. Du côté de la France, ils ont augmenté considérablement, passant de 38,6 % en 1990 à 94,1 % en 2010.

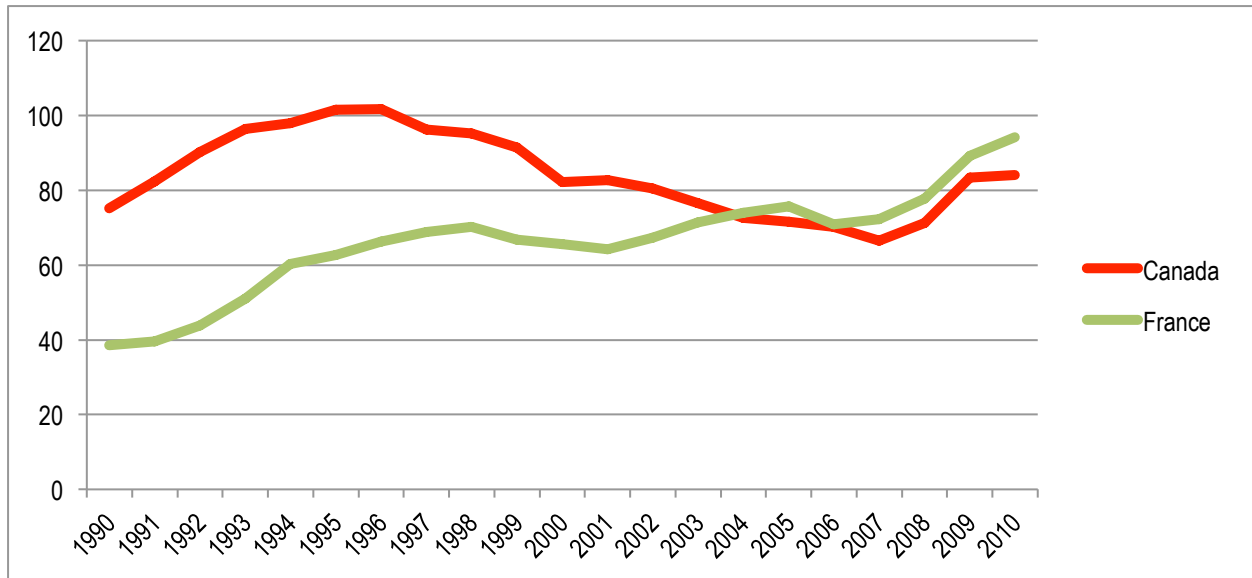


Figure 12: Engagements financiers bruts des administrations publiques au Canada et en France depuis 1965 (% du PIB)

Source : Organisation de coopération et de développement économiques, *Panorama statistique 2011-2012*, Paris, 2014 [http://stats.oecd.org/BrandedView.aspx?oeed_bv_id=factbook-data-fr&doi=data-00374-fr#].

Le tableau 10 montre le solde des administrations publiques (en pourcentage du PIB) ou plus simplement les déficits publics durant deux périodes au Canada et en France. La première période va de 1997 à 2008 et la deuxième, de la crise financière mondiale à 2014. D'un côté, le Canada s'est trouvé très peu souvent en terrain déficitaire entre 1997 et 2008 (1 fois sur 12). Son solde financier moyen se situait à 1 %. Par contre, après la crise financière, la situation s'est détériorée et les six années suivantes ont été déficitaires. De l'autre côté, la France a toujours été en situation déficitaire, quelle que soit la période. Le solde financier moyen était de -2,8 % durant la période 1997-2008 et de -5,4 % durant la période 2009-2014. Autrement dit, la France, contrairement au Canada, n'a jamais atteint l'équilibre budgétaire.

Tableau 10 : Solde des administrations publiques					
1997-2008			2009-2014		
	Solde 1993	Années déficitaires	Solde financier moyen	Années déficitaires	Solde financier moyen
Canada	-8,60 %	1 sur 12	1,00 %	6 sur 6	-3,70 %
France	-6,50 %	12 sur 12	-2,80 %	6 sur 6	-5,40 %

Quelle est la situation du Québec ? La réponse à cette question dépend de la réponse à la question suivante : quel est le pourcentage de la dette du gouvernement canadien qui doit s'ajouter à celle du Québec ? Puisque le Québec n'est pas un État souverain, il faut évaluer le montant de la dette globale relative à l'ensemble des administrations publiques sur le territoire québécois en appliquant la même méthodologie que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

En prenant, selon la méthode de l'OCDE, le montant de la dette québécoise déterminée par le ministère des Finances du Québec et en ajoutant la part relative de la dette fédérale qui devrait revenir aux contribuables québécois, il est possible de mesurer le poids des engagements financiers bruts au Québec. Comme on le voit au tableau 11, on peut estimer de trois façons différentes la part de la dette fédérale au Québec : au prorata des revenus fiscaux fédéraux, en proportion du PIB québécois dans le PIB canadien et en fonction du poids démographique du Québec dans la population canadienne.

Selon la méthodologie employée, la dette publique au Québec était plus importante que celle du Canada (83 %) et relativement comparable à celle de la France (89 %), même si elle demeure comparable à celle de la moyenne des pays de l'OCDE. Tout d'abord, si nous calculons la dette québécoise en fonction du pourcentage de la population par rapport à la dette fédérale, elle est de 94 % de son PIB. Si nous le faisons en fonction des revenus fédéraux, elle baisse à 85 %. Finalement,

si la dette québécoise est calculée en prenant la proportion du PIB québécois dans le PIB canadien, elle est de 88 %.

Tableau 11 : Dette publique en 2009 (en % du PIB)	
Canada	83
France	89
Québec (incluant la dette fédérale en % de la population)	94
Québec (incluant la dette fédérale selon les revenus fédéraux)	85
Québec (incluant la dette fédérale en % du PIB québécois dans le PIB canadien)	88

Source pour le Canada et la France : Central Intelligence Agency, *The World Factbook*, 2014 [https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2186rank.html].

Source pour le Québec : Godbout, Luc, Paquin, Stéphane, Brady, Jean-Patrick, et Pier-Luc Lévesque, *Indicateurs économiques et sociaux : la performance au Québec et dans les pays scandinaves*, Montréal, Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée, 2013, 23 p.

Lorsqu'on utilise le concept de « dette nette », selon la méthodologie de l'OCDE et en répartissant la dette fédérale selon le poids démographique du Québec à l'intérieur du Canada, la France possède une dette nette qui représente 44,3 % de son PIB contre 22,3 % pour le Canada et 55,9 % pour le Québec¹⁴. Le Québec détenait pour sa part une dette nette qui représente 55,9 % de son PIB en 2009, devancé seulement par la Grèce, la Belgique, le Japon et l'Italie.

Les inégalités des revenus

Pour mieux comprendre les inégalités des revenus, nous avons eu recours à l'indice de Gini (tableau 8). Nous avons utilisé les données du milieu des années 1990 ainsi que celles de la fin des années 2000 afin d'en voir l'évolution. Le Canada est l'endroit où l'indice de Gini est le plus élevé à la fin des années 2000 (0,32), après impôts et transferts, et ce, même si on constate l'évolution la plus marquée entre les deux

¹⁴ Ministère des Finances du Québec, *La dette publique du Québec*, mars 2010, tableau 15, p. 34.

moments analysés (0,031). Toutefois, c'est aussi là que l'indice est le plus faible avant impôts et transferts. La France est à l'opposé, c'est-à-dire qu'il s'agit de l'endroit où l'indice est le plus élevé avant impôts et transferts, mais où il est le plus faible après, du moins à la fin des années 2000 (0,293), car ce pays obtient un indice très semblable à celui du Québec au milieu des années 1990. Par ailleurs, c'est en France que l'évolution de l'indice est la moins marquée. Pour sa part, le Québec se retrouve principalement entre la France et le Canada. Au milieu des années 1990, l'indice est de 0,444 avant impôts et transferts (0,276 après impôts et transferts) alors qu'à la fin des années 2000, il est de 0,449 avant impôts et transferts et de 0,303 après. Son évolution est donc très faible avant impôts et transferts et un peu plus marquée après.

Tableau 12 : Indice de Gini

	milieu 1990		fin des années 2000		Évolution	
	avant impôts et transferts	après impôts et transferts	avant impôts et transferts	après impôts et transferts	avant impôts et transferts	après impôts et transferts
Canada	0,43	0,289	0,444	0,320	0,014	0,031
Québec	0,444	0,276	0,449	0,303	0,005	0,027
France	0,473	0,277	0,493	0,293	0,02	0,016

Source pour le Canada et la France : Organisation de coopération et de développement économiques, *Indice de Gini*, Paris, 2014 [<http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD&Lang=fr>].

Source pour le Québec : Godbout, Luc, Paquin, Stéphane, Brady, Jean-Patrick, et Pier-Luc Lévesque, *Indicateurs économiques et sociaux : la performance au Québec et dans les pays scandinaves*, Montréal, Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée, 2013, p. 19.

Conclusion

Les résultats de la comparaison nous permettent de nuancer le présumé succès éclatant du Canada, notamment lorsqu'on isole les chiffres du Québec dans l'équation. En matière de PIB par habitant en PPA exprimé en dollars américains, le Canada est premier, la France deuxième et le

Québec dernier. Il est vrai cependant que, du point de vue de la croissance économique, les années 1990 ont permis au Québec et au Canada de distancer la France.

Il est juste également que le taux de chômage est globalement plus bas au Québec et au Canada depuis quelques années. Le taux d'emploi français, surtout féminin, est dans l'ensemble plus faible que celui du Canada et du Québec. La France est toutefois généralement plus productive par heure travaillée que le Canada et le Québec. Cela dit, les Français travaillent beaucoup moins.

En ce qui concerne les finances publiques, c'est le Canada qui présente les meilleurs résultats, alors que la France et le Québec ont, pour la dette brute, des chiffres comparables en fonction de la méthodologie utilisée. Mais lorsqu'on utilise la mesure de la dette nette, le Québec est clairement le mauvais élève de la classe.

Des trois territoires, le Québec est celui qui a l'économie la plus ouverte. C'est également lui qui détient le déficit commercial, lorsqu'on inclut les exportations et les importations dans le reste du Canada, le plus important et probablement insoutenable.

En matière d'éducation, les performances globales du Canada et du Québec surclassent la France à tous les niveaux, tant pour l'éducation secondaire que tertiaire. Le taux de diplomation postsecondaire est étonnamment bas en France. C'est probablement à ce niveau que ce pays devrait faire plus d'efforts.

Pour ce qui est de l'égalité de revenus, cependant, c'est la France qui est le premier de classe, suivie par le Québec et le Canada. Les inégalités de revenus selon l'indice de Gini

augmentent moins rapidement en France qu'au Canada et au Québec.

En somme, les performances globales du Canada et du Québec sont relativement meilleures que celles de la France depuis les années 1990 sur le plan de la croissance, du taux de chômage et d'emploi, notamment féminin. Le Canada et le Québec surclassent nettement la France en matière d'éducation. Cela dit, en ce qui concerne la dette publique, la différence avec le Québec est loin d'être à l'avantage de ce dernier, et la situation est encore plus négative lorsqu'on prend le concept de dette nette.

Cette dernière conclusion est importante, car les analystes français qui s'intéressent au Canada tendent à le faire de façon très superficielle, ce qui fausse leurs analyses en exagérant les succès du Canada. Contrairement aux affirmations d'Aghion, de Cette et de Cohen, ces transformations de l'économie canadienne s'expliquent moins par les aspects qu'ils soulèvent – les compressions dans la fonction publique fédérale –, que par l'augmentation des prix du pétrole et le développement massif des sables bitumineux. De plus, assez curieusement, l'analyse que font du Canada Aghion, Cette et Cohen se limite au gouvernement fédéral des années Chrétien et oublie de mentionner les réformes mises de l'avant par les progressistes conservateurs dirigés par Brian Mulroney, comme l'introduction de la TPS en remplacement de la taxe manufacturière de 13 % et de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Ces deux facteurs ont pesé plus lourd dans la croissance du Canada que les réformes instaurées par le gouvernement Chrétien¹⁵. Même s'il est évident que le gouvernement français devrait commencer par équilibrer ses budgets comme l'a fait le gouvernement fédéral

¹⁵ Michael Hart et Bill Dymond, « Six Steward's of Canada Economy – History by the Numbers Favours Mulroney and Chrétien While Trudeau Leaves a Legacy of Deficits and Debt », *Policy Options*, juin-juillet 2003.

avant la récession, les « succès » du Canada s'expliquent plus par le libre-échange avec les États-Unis et l'exploitation massive des ressources naturelles – les sables bitumineux –, deux options qui ne sont pas sur la table en France.

Du point de vue canadien et québécois, il ne fait pas réellement de doute que la France n'est plus un modèle. Alors que, dans les années 1960-1970, elle a servi de référence pour plusieurs institutions de l'État, comme la Caisse de dépôt et placement du Québec ou encore l'École nationale d'administration publique (ENAP), le désintérêt est perceptiblement croissant. Il semble même que ce sont les jeunes Français qui aient le plus d'enthousiasme pour le Québec lorsqu'il est temps de venir y étudier et s'y établir que l'inverse.

Bibliographie

BANQUE MONDIALE (2014). *Taux de participation à la population active des femmes de 15 ans et plus*, Washington [http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.TLF.CACT.FE.ZS].

BANQUE MONDIALE (2014). *Migration nette*, Washington [http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SM.POP.NETM].

BRADY, Jean-Patrick, et Pier-Luc LÉVESQUE (2013). *Le taux de syndicalisation et le monde du travail*, Montréal, Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée, 6 p.

CENTRE SUR LA PRODUCTIVITÉ ET LA PROSPÉRITÉ (2014). *Bilan 2013*, Montréal, Hautes Études commerciales, 92 p. [http://cpp.hec.ca/cms/assets/documents/recherches_publiees/PP_2013_01_BILAN.pdf].

CIRANO (2014). *Commerce extérieur* [http://qe.cirano.qc.ca/theme/activite_economique/commerce_exterieur].

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DU CANADA (2013). *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*, Toronto, 92 p. [http://cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/318/PISA2012_CanadianReport_FR_Web.pdf].

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DU CANADA (2010). *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*, Toronto, 84 p.

[<http://www.cmec.ca/Publications/Lists/Publications/Attachments/254/PISA2009-can-rapport.pdf>].

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DU CANADA (2007). *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*, Toronto, 113 p.
[<http://www.cmec.ca/docs/pisa2006/Pisa2006.fr.pdf>].

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DU CANADA (2004). *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*, Toronto, 101 p.
[<http://www.cmec.ca/docs/pisa2003.fr.pdf>].

CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION DU CANADA (2001). *À la hauteur : résultats canadiens de l'étude PISA de l'OCDE*, Toronto, 97 p.
[<http://www.cmec.ca/docs/pisa2000/RapportCanada.FR.pdf>].

EUROSTAT (2014). *Dettes publiques brutes*
[<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=fr&pcode=tsdde410>].

GODBOUT, Luc, PAQUIN, Stéphane, BRADY, Jean-Patrick, et Pier-Luc LÉVESQUE (2013). *Indicateurs économiques et sociaux : la performance au Québec et dans les pays scandinaves*, Montréal, Chaire de recherche du Canada en économie politique internationale et comparée, 23 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2013). *Bilan démographique du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, p. 22.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2014). *Statistiques sur la main-d'œuvre*, Québec, Gouvernement du Québec, 6 p.

[<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/comparaisons-economiques/interprovinciales/chap6.pdf>].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2014). *Taux de fécondité*, Québec, Gouvernement du Québec [http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/naissance-fecondite/402.htm].

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (2014). *Évolution de la population*, Paris [http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NA_Tnon02145].

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (2014). *Population totale par sexe et âge au 1er janvier 2014, France hors Mayotte*, Paris [http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?ref_id=bilan-demo®_id=0&page=donnees-detaillees/bilan-demo/pop_age2b.htm].

MINISTÈRE DES FINANCES DU QUÉBEC (2014). *Plan budgétaire 2014-2015*, Québec, Gouvernement du Québec, p. 391.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (2014). *Indice de Gini*, Paris [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD&Lang=fr].

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES. *Regards sur l'éducation 2011*, Paris, 2011, 98 p.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (2014). *Taux de chômage*, Paris [http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr].

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (2014). *Dette totale de l'administration centrale*, Paris [http://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr].

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (2014). *Taux de fécondité*, Paris [http://www.oecd-ilibrary.org/signinredirect?fmt=ahah&docserverurl=http%3A%2F%2Fwww.oecdilibrary.org%2Fdocserver%2Fdownload%2F302012022x1t004.xls%3Fexpires%3D1405470357%26id%3Did%26accname%3Dguest%26checksum%3D119D9F6253C7006CA85E508082BB65AC].

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (2014). *Taux de syndicalisation*, Paris [http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=UN_DEN&Lang=fr].

PERSPECTIVES MONDE (2014). *Balance commerciale (% du PIB)*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke [http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/FRA/fr/NE.RSB.GNFS.ZS.html].

PERSPECTIVES MONDE (2014). *Pyramide des âges*, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, [http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPagePyramide?codePays=CAN].

STATISTIQUE Canada (2014). *Cansim 051-0001*, Ottawa, Gouvernement du Canada [http://www5.statcan.gc.ca/cansim/a26].

STATISTIQUE Canada (2014). *Cansim 282-0002*, Ottawa, Gouvernement du Canada [<http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/l02/cst01/labor05-fra.htm>].

TIMES HIGHER EDUCATION (2014). *World University Ranking* [https://www.google.ca/?gfe_rd=cr&ei=9U7NU-EM8yD8QeEvoG4Dg&gws_rd=ssl#q=times+higher+education+world+university+rankings+2014].

UNIVERSITÉ JIAO TONG DE SHANGHAI (2012). *Palmarès des universités du monde 2013*, Shanghai [<http://www.shanghairanking.com/>].



Photos :
MRIF - Cyril Bailleul/OIF - Consulat général de France à Québec

Tous droits réservés © 2014
www.geriq.com